

Art. 3. Dans l'article 5, alinéa 3, du même arrêté, les mots « d'après le dictionnaire des distances légales, annexé à l'arrêté royal du 9 octobre 1908 » sont remplacés par les mots « d'après le livre des distances légales établi par l'arrêté royal du 15 octobre 1969 ».

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1990.

Art. 5. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 décembre 1990.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
H. SCHILTZ

Le Ministre de la Fonction publique,
R. LANGENDRIES

Art. 3. In artikel 5, derde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « volgens de lijst van de wettelijke afstanden, gevoegd bij het koninklijk besluit van 9 oktober 1908 » vervangen door de woorden « volgens het boek der wettelijke afstanden, ingesteld bij het koninklijk besluit van 15 oktober 1969 ».

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1990

Art. 5. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 december 1990.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
H. SCHILTZ

De Minister van Openbaar Ambt,
R. LANGENDRIES

F. 91 — 110

Arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat

—
RAPPORT AU ROI
—

Sire,

L'article 21 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il a été remplacé par la loi du 17 octobre 1990, autorise le Roi à fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les délais dans lesquels les parties doivent transmettre leurs mémoires, leurs dossiers administratifs ou les documents ou renseignements demandés par la section d'administration.

L'article 30 des mêmes lois coordonnées, tel qu'il a également été remplacé par la loi du 17 octobre 1990, autorise le Roi à déterminer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la procédure à suivre devant la section d'administration dans les cas visés aux articles 11, 12, 13, 14, 16 et 36 des lois coordonnées. Cet arrêté peut fixer des règles particulières pour le traitement des requêtes qui sont manifestement irrecevables, manifestement non fondées ou manifestement fondées.

Le projet d'arrêté, que j'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté, a d'une part pour objet de déterminer les délais à respecter pour l'introduction de mémoires et de dossiers administratifs et d'autre part d'apporter quelques modifications à la procédure devant la section d'administration et de fixer les règles particulières dont question ci-avant.

Outre l'arrêté du Régent du 23 août 1948, la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat est également régie par des règlements spécifiques.

Dans certains de ceux-ci, il est renvoyé à diverses dispositions de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 qui sont reprises dans le présent projet d'arrêté. En vue d'assurer la cohérence, des mesures seront incessamment prises pour, là où c'est nécessaire, mettre ces règlements particuliers en concordance avec les présentes modifications en projet.

A cette fin, les projets d'arrêté nécessaires seront soumis dans les plus brefs délais à Votre Majesté.

Compte tenu de l'avis du Conseil d'Etat, il s'indique de donner encore quelques commentaires article par article.

L'article 1^{er} tend uniquement à ce que la partie adverse soit immédiatement informée par le requérant qu'un recours est introduit au Conseil d'Etat contre un de ses actes. Cette formalité n'est pas substantielle. Aucune sanction n'y est liée. Une éventuelle erreur dans la détermination de la partie adverse n'est pas non plus substantielle.

L'article 2 fixe le moment où le greffier en chef doit envoyer une copie de la requête à la partie adverse. Pour les motifs exposés dans les avis du Conseil d'Etat, on peut accepter que cet envoi soit effectué dès qu'il peut utilement y être procédé. Cette opération doit alors se faire immédiatement.

N. 91 — 110

Koninklijk besluit tot wijziging van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State

—
VERSLAG AAN DE KONING
—

Sire,

Artikel 21 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals vervangen door de wet van 17 oktober 1990, machtigt de Koning om, bij in Ministerraad overlegd besluit, de termijnen vast te stellen waarbinnen de partijen hun memories, het administratief dossier of de door de afdeling administratie gevraagde stukken of inlichtingen moeten toesturen.

Artikel 30 van dezelfde gecoördineerde wetten, zoals eveneens vervangen door de wet van 17 oktober 1990, machtigt de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, de rechtspleging vast te stellen welke in de bij de artikelen 11, 12, 13, 14, 16 en 36 van de gecoördineerde wetten bedoelde gevallen voor de afdeling administratie dient te worden gevolgd. Dat besluit kan bijzondere regels vaststellen voor de behandeling van kennelijk onontvankelijke, kennelijk ongegronde of kennelijk gegrunde verzoeken.

Het ontwerp van besluit, waarvoor ik de eer heb het hierbij aan Uwe Majesteit voor te leggen, heeft enerzijds tot doel de termijnen te bepalen die moeten worden in acht genomen voor de indiening van memories en van administratieve dossiers en anderzijds enige wijzigingen aan te brengen in de rechtspleging voor de afdeling administratie en de bijzondere regels, waarvan hierboven sprake vast te stellen.

De rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State wordt, behalve door het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, voor bijzondere aangelegenheden ook nog geregeld door specifieke verordeningen.

In sommige daarvan wordt verwezen naar verschillende bepalingen van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, die in het huidige ontwerp van besluit zijn opgenomen. Met het oog op de samenhang zal onverwijld het nodige gedaan worden om, waar nodig, die bijzondere verordeningen in overeenstemming te brengen met de huidige ontworpen wijzigingen.

Daartoe zullen zo spoedig mogelijk de nodige ontwerpen van besluit aan Uwe Majesteit voorgelegd worden.

Mede gelet op het advies van de Raad van State, past het nog enige artikelsgewijze toelichting te geven.

Artikel 1 heeft enkel tot doel dat de tegenpartij onmiddellijk door de verzoeker op de hoogte wordt gebracht dat tegen één van haar handelingen een beroep bij de Raad van State is ingesteld. Deze vormvereiste is niet substantieel. Er is geen sanctie aan verbonden. Een eventuele dwaling bij het bepalen van de tegenpartij is evenmin substantieel.

Artikel 2 bepaalt het ogenblik waarop de hoofdgriffier een kopie van het verzoekschrift aan de tegenpartij dient te sturen. Om de redenen uiteengezet in de adviezen van de Raad van State, kan er worden mee ingestemd dat dit zal gebeuren zodra het nuttigheids halve kan. Het moet alsdan onmiddellijk gebeuren.

Les articles 2 (partiellement), 3, 4 et 5 fixent de nouveaux délais pour l'envoi du mémoire en réponse et du dossier administratif, du mémoire en réplique et des derniers mémoires.

D'une part, ces délais sont doublés (respectivement de trente à soixante jours et de quinze à trente jours), et d'autre part, toute possibilité de prorogation de ces délais est exclue. Les nouveaux délais, qui remplacent les actuels délais relativement brefs, donnent aux parties suffisamment de temps pour défendre leurs intérêts. Le fait d'écarter toute prorogation éventuelle accélérera la procédure et réduira la durée actuelle de traitement des dossiers. A cet égard, il faut d'ailleurs mentionner les effets contraignants dont la loi susvisée du 17 octobre 1990 assortit le non-respect des délais, à savoir la perte d'intérêt pour la partie requérante et l'acceptation de principe des faits qu'invoque la partie requérante lorsque la partie défenderesse ne les conteste pas dans le délai imparté.

L'article 6 double le délai (de six à douze mois) pour le prononcé de l'arrêt. Ce délai prend cours à la date à laquelle le rapport est daté et signé. Par ailleurs, toute possibilité de prorogation est supprimée. Ce délai est un délai d'ordre.

L'article 7 donne exécution à l'article 21, alinéas 2 à 6, des lois coordonnées. Le texte proposé par le Conseil d'Etat est repris en grande partie, sous la réserve formulée ci-après. Le Conseil estime que les derniers mémoires ne sont pas compris dans le terme « mémoires » de l'article 21, alinéa 2, précité. Il se réfère à cet égard à la suppression des derniers mémoires dont question dans l'exposé des motifs du projet de loi qui est devenu la loi du 17 octobre 1990. Ce n'était à ce moment qu'une intention du gouvernement. La prise d'effet ne pourrait intervenir qu'après l'approbation de la loi.

Notamment à la suite de la discussion parlementaire de la loi, le gouvernement a renoncé à son intention, sans que ceci n'ait expressément été stipulé dans un rapport. Le gouvernement peut cependant accepter l'interprétation du Conseil. Cet élément a incontestablement un impact sur les derniers mémoires introduits tardivement ou non introduits, pour le règlement desquels la jurisprudence du Conseil devra apporter une solution. Le fait que ce projet d'arrêt impose un délai strict, sans possibilité de prorogation pour les derniers mémoires, peut y contribuer. Dans une jurisprudence récente, le Conseil s'est toutefois montré sévère à l'égard de derniers mémoires introduits tardivement ou non introduits, dans des situations certes pas tout à fait identiques. Si l'auditeur propose dans son rapport le rejet ou l'irrecevabilité du recours, il appartient en tout cas à la partie requérante d'introduire une demande de poursuite de la procédure, faute de quoi, aux termes de l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il existe à l'égard du requérant une présomption de désistement d'instance.

Le gouvernement ne peut marquer son accord sur l'avis du Conseil, là où il précise que seule la chambre saisie de la cause peut prononcer la perte d'intérêt et décréter le désistement d'instance. Etant donné que dans les cas visés au susdit article 21, alinéas 2 et 6, il est spécifié par la loi qu'il y a absence de l'intérêt requis et présomption de désistement d'instance, il considère ceci comme des cas d'irrecevabilité manifeste pour lesquels, en application de l'article 30 des lois coordonnées, peuvent être fixées des règles particulières par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. C'est pourquoi il maintient dans le projet, en vue d'un prompt examen, la mission de statuer confiée au président ou au conseiller qu'il désigne.

En cas d'application de l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées et lorsqu'aucune demande de poursuite de la procédure n'est introduite dans le délai prévu par l'article 21, alinéa 6, des mêmes lois, la notification du rapport de l'auditeur aux parties se fait sans ordonnance. Elle est jointe à la convocation aux parties.

L'article 8 détermine la procédure pour le cas de demande de dépôt du dossier administratif, visé à l'article 21 bis, § 2, alinéas 3 et 4, des lois coordonnées.

L'article 9 fixe, en exécution de l'article 30, alinéa 3, des lois coordonnées, une procédure particulièrement rapide pour le traitement des requêtes manifestement irrecevables, non fondées ou fondées. La proposition du Conseil d'Etat d'inscrire les règles particulières y relatives dans un titre distinct a intégralement été reprise.

Bien que l'objectif ne soit pas que l'arrêt s'applique immédiatement aux affaires pendantes à la date de son entrée en vigueur, il faut toutefois tenir compte de la disposition de l'article 18, § 2, de la loi du 17 octobre 1990, aux termes de laquelle les articles 1^{er} et 2 de cette loi (articles 21 et 21 bis des lois coordonnées) sont applicables aux requêtes introduites par lettre recommandée à la poste ainsi

De artikelen 2 (gedeeltelijk), 3, 4 et 5 stellen nieuwe termijnen vast voor de toezending van de memorie van antwoord en van het administratief dossier, van de memorie van wederantwoord en van de laatste memories.

Deze termijnen worden enerzijds verdubbeld (respectievelijk van dertig naar zestig dagen en van vijftien naar dertig dagen), anderzijds wordt iedere verlengingsmogelijkheid van deze termijnen uitgesloten. De nieuwe termijnen, die de huidige vrij korte termijnen vervangen, geven de partijen voldoende tijd om voor hun belangen op te komen. Het ongedaan maken van elke mogelijke verlenging zal de rechtspleging sneller laten verlopen en de huidige behandelingsduur inkorten. In dit verband moet trouwens melding worden gemaakt van de stringente gevolgen die door de vermelde wet van 17 oktober 1990 zijn verbonden aan het niet eerbiedigen van de termijnen, namelijk het verlies aan belang voor de verzoekende partij en het principieel aanvaarden van de feiten die verzoekende partij aanbrengt wanneer de verwerende partij deze niet binnen de gestelde termijn tegenspreekt.

Artikel 6 verdubbelt de termijn (van zes naar twaalf maanden) voor de uitspraak van het arrest. Deze termijn gaat in op de datum waarop het verslag gedagtekend en ondertekend is. Anderzijds wordt iedere verlengingsmogelijkheid opgeheven. Deze termijn is een termijn van orde.

Artikel 7 geeft uitvoering aan artikel 21, tweede tot zesde lid, van de gecoördineerde wetten. De tekst voorgesteld door de Raad van State wordt grotendeels overgenomen onder het hiernavolgend voorbehoud. De Raad is van mening dat in de term « memories » van vermeld artikel 21, tweede lid, de laatste memories niet zijn inbegrepen. Hij verwijst daartoe naar de afschaffing van de laatste memories waarvan sprake in de memorie van toelichting bij het wetsontwerp dat de wet van 17 oktober 1990 is geworden. Dat was enkel een intentie van de regering op dat ogenblik. De uitwerking zou pas kunnen gebeuren na de goedkeuring van de wet.

Onder andere als gevolg van de parlementaire bespreking van de wet heeft de regering van haar voornemen afgezien, zonder dat dit uitdrukkelijk in een verslag werd weergegeven. Desalniettemin kan de regering de interpretatie van de Raad aanvaarden. Dit heeft ontegensprekelijk een weerslag op laattijdig of niet ingediende laatste memories, voor de regeling waarvan de rechtspraak van de Raad een oplossing zal moeten brengen. Het feit dat dit ontwerp van besluit een strakke termijn zonder verlengingsmogelijkheid voor de laatste memories oplegt, kan daartoe bijdragen. In recente rechtspraak heeft de Raad zich trouwens streng opgesteld ten aanzien van laattijdig of niet ingediende laatste memories, weliswaar in niet volledig identieke situaties. In elk geval moet, indien de auditeur in zijn verslag de verwerping of onontvankelijkheid van het beroep voorstelt, de verzoekende partij een verzoek tot voortzetting van de procedure indienen. Zo niet, geldt luidens artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State ten aanzien van de verzoeker een vermoeden van afstand van geding.

De regering kan niet instemmen met het advies van de Raad waarin gesteld wordt dat enkel de kamer waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, het verlies van belang kan uitspreken en de afstand van geding kan toewijzen. Gezien in de bij vermeld artikel 21, tweede en zesde lid, bedoelde gevallen wettelijk is bepaald dat er gemis aan het vereiste belang en een vermoeden van afstand van geding is, beschouwt zij dit als gevallen van kennelijke onontvankelijkheid, waarvoor met toepassing van artikel 30 van de gecoördineerde wetten bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit bijzondere regels kunnen worden vastgesteld. Daarom behoudt zij in het ontwerp, met het oog op een snelle behandeling, de aan de voorzitter of door hem aangewezen staatsraad toegevoegde opdracht om uitspraak te doen.

In geval van toepassing van artikel 21, tweede lid, van de gecoördineerde wetten en wanneer binnen de door artikel 21, zesde lid, van dezelfde wetten gestelde termijn geen verzoek tot voortzetting van de procedure is ingediend, geschiedt de kennisgeving van het verslag van de auditeur aan de partijen zonder beschikking. Het wordt bij de oproeping aan de partijen gevoegd.

Artikel 8 bepaalt de procedure voor het in artikel 21 bis, § 2, derde en vierde lid, van de gecoördineerde wetten bedoelde geval van verzoek tot neerlegging van het administratief dossier.

Artikel 9 stelt in uitvoering van artikel 30, derde lid, van de gecoördineerde wetten, een bijzondere snelle procedure vast voor de behandeling van vorderingen die kennelijk niet-ontvankelijk, niet-gegrond of gegrond zijn. Het voorstel van de Raad van State om de desbetreffende bijzondere regels in een afzonderlijke titel onder te brengen, werd integraal overgenomen.

Alhoewel het niet de bedoeling is dat het besluit onmiddellijk van toepassing is op zaken die op de datum van inwerkingtreding ervan hangende zijn, dient toch rekening te worden gehouden met de bepaling van artikel 18, § 2, van de wet van 17 oktober 1990, luidens welke de artikelen 1 en 2 van deze wet (artikelen 21 en 21 bis van de gecoördineerde wetten) van toepassing zijn op de verzoekschriften

qu'aux rapports déposés après le premier jour du deuxième mois qui suit celui de la publication de cette loi au *Moniteur belge* (soit le 1^{er} janvier 1991). Pour des raisons de concordance avec cette disposition légale, une formulation similaire est utilisée pour l'entrée en vigueur du présent arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, chambres réunies, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 3 avril 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat », a donné le 20 avril 1990 l'avis suivant :

Examen du texte

Préambule

Alinéa 1^{er}

Lorsque la loi en projet faisant l'objet de la demande d'avis L. 19799 aura été sanctionnée et promulguée, il y aura lieu de compléter l'alinéa 1^{er} en indiquant : « ... notamment les articles 21 et 30 remplacés par la loi ... ».

Alinéa 2

Il convient, selon l'usage, de rappeler, pour chacun des articles que le projet tend à modifier, les modifications déjà intervenues.

L'alinéa 2 devrait dès lors être rédigé comme suit :

Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, notamment les articles 6, 7 et 9, les articles 14, 15 et 52 modifiés par l'arrêté royal du 15 juillet 1956 et les articles 53 et 54 (1); ».

Dispositif

Article 1^{er}.

Cet article a maniestement pour objet de permettre à la partie adverse d'être informée plus tôt que par le greffier en chef du fait qu'un recours est introduit devant le Conseil d'Etat contre un de ses actes.

Aucune sanction n'est prévue en cas d'omission de cette formalité. Si le Gouvernement entendait en faire une formalité substantielle, il s'indiquerait d'insérer la disposition dans les lois coordonnées du 12 janvier 1973 où elle pourrait trouver place, avec cette précision, sous la forme d'un article 19, alinéa 3.

Il ressort en tout cas du texte de la seconde phrase de l'alinéa 1^{er} et aussi de celui de l'alinéa 2 qu'une erreur dans la détermination de la partie adverse ne serait pas substantielle, pas plus que, suivant la jurisprudence, la même erreur dans la requête.

A l'article 3bis, alinéa 1^{er}, en projet, mieux vaudrait écrire à la première phrase : « En même temps qu'elle introduit sa requête, la partie requérante envoie une copie de celle-ci à la partie adverse pour son information ».

A l'article 3bis, alinéa 2, en projet, mieux vaudrait écrire, dans la première phrase : « L'envoi d'une copie de la requête visée à l'alinéa 1^{er} » ou même plus simplement « L'envoi d'une copie de la requête » et, dans la seconde phrase : « Il ne fait pas courir les délais ... ».

En outre, dans le texte néerlandais de la première phrase, il faudrait écrire « aanwijzing » au lieu de « aanduiding ».

(1) Les articles 52 à 54 devraient être omis s'il est donné suite à l'observation faite sous l'article 7 de l'arrêté royal en projet.

ingediend bij ter post aangetekende brief en op de verslagen neergelegd na de eerste dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt (d.w.z. 1 januari 1991). Ter wille van de overeenstemming met deze wettelijke bepaling wordt voor de inwerkingtreding van dit besluit een gelijkaardige formulering gehanteerd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zee eerbeidige
en zee getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, verenigde kamers, op 3 april 1990 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State », heeft op 20 april 1990 het volgend advies gegeven :

Onderzoek van de tekst

Aanhef

Eerste lid

Wanneer de ontworpen wet, waarover de adviesaanvraag L. 19799 handelt, bekrachtigd en afgekondigd zal zijn, zal het eerste lid aangevuld dienen te worden met de vermelding : « ... inzonderheid op de artikelen 21 en 30, vervangen bij de wet van ... ».

Tweede lid

Het is gebruikelijk om voor elk artikel dat door het ontwerp gewijzigd zou worden melding te maken van de reeds aangebrachte wijzigingen.

Het tweede lid zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd :

« Gelet op het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, inzonderheid op de artikelen 6, 7 en 9, de artikelen 14, 15 en 52, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, en de artikelen 53 en 54 (1); ».

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Dat artikel heeft kennelijk tot doel ervoor te zorgen dat de tegenpartij er sneller dan door de hoofdgreffier op de hoogte van wordt gebracht dat bij de Raad van State een beroep is ingesteld tegen een van haar handelingen.

Er wordt geen enkele sanctie bepaald in geval van verzuim van dat vormvereiste. Wenst de Regering daarvan een substantieel vormvereiste te maken, dan zou het aangewezen zijn de bepaling in te voeren in de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973, waar ze, met die precisering, ingepast zou kunnen worden als artikel 19, derde lid.

Uit de tekst van de tweede volzin van het eerste lid en ook uit die van het tweede lid blijkt in elk geval dat een dwaling bij het bepalen van de tegenpartij niet substantieel zou zijn, evenmin — zo leert de rechtspraak — als wanneer dezelfde dwaling in het verzoekschrift voorkomt.

In het ontworpen artikel 3bis, eerste lid, schrijve men in de eerste volzin : « Op hetzelfde ogenblik als zij haar verzoekschrift indient, stuurt de verzoekende partij een kopie daarvan ter informatie aan de tegenpartij ».

In het ontworpen artikel 3bis, tweede lid, schrijve men in de eerste volzin : « Het toesturen van een kopie van het verzoekschrift als bedoeld in het eerste lid » of zelfs eenvoudiger nog : « Het toesturen van een kopie van het verzoekschrift » en, in de tweede volzin : « Het stelt niet de termijnen in werking ... ».

Bovendien schrijve men in de eerste volzin « aanwijzing » in plaats van « aanduiding ».

(1) De artikelen 52 tot 54 zouden moeten vervallen als gevolg gegeven wordt aan de opmerking die gemaakt wordt onder artikel 7 van het ontworpen koninklijk besluit.

Article 2

A. Cet article a un double objet.

1° Alors que le greffier (lire : le greffier en chef) doit actuellement envoyer, sans délai, copie de la requête à la partie adverse, il devra le faire désormais dans un délai de quatorze jours (lire : quinze jours).

2° Le délai pour répondre est porté de trente à soixante jours.

B. Le remplacement des mots « sans délai » par les mots « dans les quatorze jours après réception de la requête » pourrait apparaître comme un assouplissement de la mission du greffier en chef.

En fait, s'il arrive actuellement que les mots « sans délai » demeurent lettre morte, c'est dû à des motifs divers indépendants de la volonté du greffier en chef.

1° Le greffe peut être occasionnellement submergé par un afflux de recours, d'où retard à inscrire un rôle et à communiquer la requête à l'auditorat, qui doit veiller à ce que la requête soit adressée aussi bien à la véritable partie adverse qu'à celle que le requérant aurait erronément indiquée.

2° Le greffe peut être dans l'impossibilité d'inscrire l'affaire au rôle, par exemple parce que le requérant n'a pas apposé les timbres prescrits, ce qu'il ne doit faire, selon la jurisprudence, que dans un délai raisonnable à partir du moment où le greffier en chef les lui réclame; dans ce cas, le recours est bloqué.

3° Le greffe et l'auditorat peuvent être dans l'impossibilité de désigner immédiatement la véritable partie adverse, faute pour le requérant d'avoir joint à la requête une copie de l'acte attaqué. Force est alors d'attendre que le requérant ait donné suite à l'invitation de produire cette copie.

La modification du texte ne fera disparaître aucune de ces causes de retard dans l'envoi de la requête à la partie adverse. Au lieu de devoir agir sans délai, le greffier en chef devra agir dans un délai qui ne sera jamais qu'un délai d'ordre, de sorte que l'on n'aperçoit pas l'utilité de la modification.

Ne poursuivre qu'un effet moral serait méconnaître la bonne volonté et la diligence des services du greffe.

C. Le remplacement du délai de trente jours pour l'envoi du mémoire en réponse et du dossier administratif par un délai de soixante jours est une réforme fondamentale de la procédure. La disposition ne peut, en effet, être dissociée de l'article 4, qui, en abrogeant l'article 9 du règlement de procédure, supprime la faculté qu'a le président de la chambre de proroger le délai. Elle devra, en outre, être mise en rapport avec l'article 21 nouveau des lois coordonnées du 12 janvier 1973 si le projet examiné ce jour sous le n° L. 19.799 devient loi.

Une réforme aussi importante, qui va bouleverser complètement les habitudes de l'institution, de l'administration et du barreau, mériterait quelques explications qu'il serait aisé d'exposer dans un rapport au Roi.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour les articles 3 et 4.

Article 4

Cet article tend à supprimer la faculté de proroger les délais d'introduction du mémoire en réponse et du mémoire en réplique ou du mémoire ampliatif. Cette suppression sera source de difficultés pour les parties pendant les vacances judiciaires. Le Gouvernement devrait examiner la possibilité de prévoir la suspension des délais qui prennent cours ou qui échoient pendant cette période, par des dispositions s'inspirant de l'article 50, alinéa 2, du Code judiciaire.

Article 5

A. Cet article tend à ôter aux parties la faculté de déposer un dernier mémoire. En revanche, le président pourra leur demander « des renseignements complémentaires sur les points désignés par lui ».

B. On n'aperçoit pas, à défaut de rapport au Roi, pourquoi ce pouvoir est attribué au président plutôt qu'à la chambre, alors qu'en vertu de l'article 13 du règlement de procédure, c'est celle-ci qui décide s'il y a lieu d'ordonner de nouveaux devoirs d'instruction.

Artikel 2

A. Dat artikel heeft een tweevoudige strekking.

1° Terwijl de griffier (lees : de hoofdgriffier) thans zonder verwijl een kopie van het verzoekschrift aan de tegenpartij moet sturen, zal hij het voortaan moeten doen binnen een termijn van veertien dagen (lees : vijftien dagen).

2° De termijn om te antwoorden wordt van dertig op zestig dagen gebracht.

B. De vervanging van de woorden « zonder verwijl » door de woorden « binnen veertien dagen na ontvangst van het verzoekschrift » zou zich kunnen laten aanzien als een versoepeling van de opdracht van de hoofdgriffier.

Wanneer het thans voorkomt dat de woorden « zonder verwijl » dode letter blijven, is dat te wijten aan verschillende redenen die volkomen los staan van de wil van de hoofdgriffier.

1° De griffie kan toevallig bedolven zijn onder een toevloed van beroepen, die ontstaan kan geven aan vertraging bij de inschrijving op de rol en bij de mededeling van het verzoekschrift aan het auditoraat, dat erop moet toezien dat het verzoekschrift zowel aan de echte tegenpartij wordt gestuurd als aan die welke verzoeker bij vergissing zou hebben aangewezen.

2° De griffie kan in de onmogelijkheid verkeren de zaak op de rol te brengen, bij voorbeeld omdat verzoeker de voorgeschreven zegels niet heeft aangebracht, wat hij, volgens de rechtspraak, alleen moet doen binnen een redelijke termijn vanaf het ogenblik dat de hoofdgriffier hem erom verzoekt; in dat geval wordt het beroep geblokkeerd.

3° De griffie en het auditoraat kunnen in de onmogelijkheid zijn onmiddellijk de echte tegenpartij aan te wijzen, doordat verzoeker geen kopie van de bestreden handeling bij het verzoekschrift heeft gevoegd. Men moet dan wel wachten tot verzoeker gevolg gegeven heeft aan het verzoek om die kopie over te leggen.

De wijziging van de tekst zal geen van die oorzaken van vertraging bij de toezending van het verzoekschrift aan de tegenpartij doen verdwijnen. In plaats van zonder verwijl op te moeten treden, zal de hoofdgriffier moeten optreden binnen een termijn die altijd slechts een niet-dwingende termijn zal zijn, zodat het nut van de wijziging niet duidelijk is.

Alleen een zedelijk oogmerk nastreven zou erop neerkomen dat men de goede wil en de zorgvuldigheid van de diensten van de griffie miskent.

C. De vervanging van de termijn van dertig dagen voor de toezending van de memorie van antwoord en van het administratief dossier door een termijn van zestig dagen betekent een fundamentele hervorming van de rechtspleging. De bepaling mag immers niet worden losgemaakt van artikel 4 dat, door artikel 9 van de procedure-regeling op te heffen, de kamervoorzitter de mogelijkheid ontnemt om de termijn te verlengen. Ze zal bovendien in verband moeten worden gebracht met het nieuwe artikel 21 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973, indien het ontwerp dat vandaag wordt onderzocht onder het nr. L. 19.799, wet wordt.

Bij een zo belangrijke hervorming die de gewoonten van de instelling, van het overheidsbestuur en van de balie ingrijpend zal wijzigen zou het de moeite lonen enige toelichting te verstrekken; dat zou gemakkelijk kunnen geschieden in een verslag aan de Koning.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 3 en 4.

Artikel 4

Dat artikel beoogt de mogelijkheid ongedaan te maken om de termijnen voor het indienen van de memorie van antwoord en van de memorie van wederantwoord of van de toelichtende memorie te verlengen. Die afschaffing zal voor de partijen moeilijkheden teweegbrengen tijdens de gerechtelijke vakantie. De Regering zou de mogelijkheid moeten onderzoeken om te voorzien in de opschorting van de termijnen die ingaan of verstrijken gedurende die periode, door middel van bepalingen die artikel 50, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, tot voorbeeld nemen.

Artikel 5

A. Dat artikel strekt ertoe de partijen de mogelijkheid te ontnemen een laatste memorie in te dienen. Daarentegen zal de voorzitter hun kunnen vragen « bijkomende toelichtingen te verstrekken over de door hem aangewezen punten ».

B. Bij ontstentenis van verslag aan de Koning is het niet duidelijk waarom die bevoegdheid wordt opgedragen aan de voorzitter en niet aan de kamer, terwijl krachtens artikel 13 van de procedure-regeling het de kamer is die beslist of er nieuwe onderzoeksverrichtingen moeten worden bevolen.

C. Dans la terminologie des lois coordonnées et du règlement de procédure, le terme « renseignement » n'a pas la même signification que le terme « mémoire ».

L'abstention des parties de répondre au président ne sera, dès lors, pas passible des sanctions prévues par l'article 21 nouveau des lois coordonnées.

D. On n'aperçoit pas, à défaut de rapport au Roi, quels « renseignements » le président peut être appelé à demander sur base du deuxième alinéa.

1° S'il s'agit de renseignements de fait, on peut se référer à l'observation C, 2°, sous l'article 4 du projet examiné sous le n° L. 19.799.

Il faut ajouter que de tels renseignements, s'il sont obtenus, doivent, en vertu des principes généraux être soumis à la contradiction des parties et qu'aux termes de l'article 22, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées du 12 janvier 1973, « l'instruction a lieu par écrit ». Il en ressort qu'un échange de mémoires non prévus par le règlement, tenant lieu de derniers mémoires, risque dans cette éventualité de s'imposer, de sorte que la réforme sera inopérante.

2° Si l'on entend exiger des parties qu'elles prennent position sur le rapport fait sur l'affaire, qui n'aurait pas conclu formellement sur l'un ou l'autre point, ou qui aurait soulevé un moyen d'office, il ne s'agit plus de « renseignements », mais de véritables pièces de procédure qui ne sauraient être qualifiées autrement que comme des derniers mémoires de sorte que la réforme serait inadéquate.

E. Le Conseil d'Etat se doit d'examiner si la suppression des derniers mémoires serait une mesure judicieuse pour l'administration d'une bonne justice.

1° Selon la situation actuelle où le requérant peut déposer un dernier mémoire et la partie adverse y répondre, chaque partie disposant d'un délai de quinze jours prorogéable, les éventualités suivantes peuvent se présenter :

- a) aucun dernier mémoire n'est déposé;
- b) le requérant seul dépose un dernier mémoire;
- c) la partie adverse seule dépose un dernier mémoire;
- d) les deux parties déposent un dernier mémoire.

Le bénéfice de la suppression de la faculté de déposer un dernier mémoire ne sera, sur la durée de la procédure, que d'un mois, à majorer de quelques jours pour la notification à la partie adverse, soit du dernier mémoire, soit de l'abstention du requérant.

Certes, dans la situation actuelle, les délais peuvent être prorogés, et ils le sont généralement si les parties le demandent. L'inconvénient qui pourrait en résulter pour l'allongement de la procédure serait facilement pallié par l'interdiction de toute prorogation.

2° Toujours dans la situation actuelle, les derniers mémoires, lorsqu'il y en a, ont généralement pour objet soit de discuter les conclusions du rapport, soit d'apporter les précisions sollicitées dans le rapport, soit d'apporter des éléments nouveaux soit d'invoquer des moyens nouveaux.

La suppression des derniers mémoires prévue par l'article 21 nouveau des lois coordonnées constitue une atteinte au principe du contradictoire en privant les parties de la possibilité de faire valoir leurs observations sur une pièce de la procédure aussi importante que le rapport de l'auditeur, atteinte d'autant plus grave que ce rapport peut soulever d'office des moyens d'ordre public.

Ensuite, étant privées de la possibilité de réagir par écrit au rapport de l'auditeur, les parties seront tentées de faire valoir oralement, dans leurs plaidoiries à l'audience publique, les observations qu'elles eussent autrement consignées dans leurs derniers mémoires, et ce en méconnaissance du principe que la procédure devant le Conseil d'Etat est essentiellement écrite.

Enfin, le membre de l'auditorat appelé à donner son avis à l'audience publique, n'ayant plus la possibilité de préparer celui-ci en prenant connaissance à l'avance des derniers mémoires, devra bien souvent, alors que c'est à présent tout à fait exceptionnel, demander la mise en continuation de l'affaire à une audience ultérieure pour pouvoir donner son avis en pleine connaissance de cause.

En conclusion, la suppression des derniers mémoires, au lieu d'accélérer la procédure, risque fort de la ralentir.

C. In de terminologie van de gecoördineerde wetten en van de procedureregeling heeft de term « toelichtingen » niet dezelfde betekenis als de term « memorie ».

Op verzuim van de partijen om de voorzitter van antwoord te dienen zullen niet de sancties worden toegepast die bepaald zijn in het nieuwe artikel 21 van de gecoördineerde wetten.

D. Bij gemis aan verslag aan de Koning is het niet duidelijk welke « toelichtingen » de voorzitter zich genoodzaakt kan zien te vragen op grond van het tweede lid.

1° Gaat het om feitelijke toelichtingen, dan kan worden verwezen naar de opmerking C, 2°, bij artikel 4 van het ontwerp dat onderzocht is onder het nr. L. 19.799.

Voorts dient erop gewezen te worden dat wanneer zodanige toelichtingen worden verkregen, de partijen, krachtens de algemene beginselen, daarop tegenspraak moeten doen en dat luidens artikel 22, eerste lid, van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973, « de behandeling schriftelijk geschiedt ». Daaruit volgt dat een uitwisseling van door de procedureregeling niet voorgeschreven memories, die gelden als laatste memories, in dat geval onvermijdelijk dreigt te worden, zodat de hervorming onwerkzaam zal zijn.

2° Wil men van de partijen eisen dat ze een standpunt innemen over het verslag dat over de zaak is opgemaakt, waarin niet formeel een conclusie zou voorkomen over een of ander punt of waarin een middel ambtshalve zou zijn aangevoerd, dan gaat het niet meer om « toelichtingen », maar om echte processtukken, die niet anders zouden mogen worden bestempeld dan als laatste memories, zodat de hervorming niet dienstig zou zijn.

E. De Raad van State ziet zich genoodzaakt na te gaan of het achterwege laten van de laatste memories een maatregel zou zijn die de goede rechtsbedeling zou bevorderen.

1° Volgens de huidige toestand kan de verzoeker een laatste memorie indienen, waarop de tegenpartij kan antwoorden, en beschikt elke partij daarvoor over een termijn van vijftien dagen, die verlengd kan worden; de volgende mogelijkheden kunnen zich voordoen :

- a) geen enkele laatste memorie wordt ingediend;
- b) alleen de verzoeker dient een laatste memorie in;
- c) alleen de tegenpartij dient een laatste memorie in;
- d) de twee partijen dienen een laatste memorie in.

Het achterwege laten van de mogelijkheid om een laatste memorie in te dienen zal over de duur van de rechtspleging slechts één maand tijdswinst opleveren, te vermeerderen met enkele dagen voor de kennisgeving aan de tegenpartij, hetzij van de laatste memorie, hetzij van het verzuim van de verzoeker.

Uiteraard kunnen de termijnen bij de huidige toestand verlengd worden, en over het algemeen is dat ook het geval indien de partijen erom verzoeken. Het bezwaar dat daaruit zou kunnen voortvloeien voor de verlenging van de rechtspleging zou gemakkelijker kunnen worden verholpen door elke verlenging te verbieden.

2° Steeds bij de huidige toestand, hebben de laatste memories, in het geval er zijn, gewoonlijk tot doel, hetzij de conclusies van het verslag te bespreken, hetzij de in het verslag gevraagde preciseringen te verstreken, hetzij nieuwe gegevens aan te brengen, hetzij nieuwe middelen aan te voeren.

Het afschaffen van de laatste memories, zoals dat is vastgelegd in het nieuwe artikel 21 van de gecoördineerde wetten, vormt een inbreuk op het beginsel van de behandeling op tegenspraak, doordat de partijen erdoor de mogelijkheid wordt ontnomen om hun opmerkingen te laten kennen over een zo belangrijk processtuk als het verslag van de auditeur; die inbreuk is des te erger aangezien dat verslag ambtshalve middelen van openbare orde kan aanvoeren.

Voorts zullen de partijen, nu ze niet meer de mogelijkheid hebben om schriftelijk te reageren op het verslag van de auditeur, geneigd zijn om de opmerkingen die ze anders in hun laatste memorie zouden hebben opgenomen, mondeling te doen gelden in hun pleidooien op de openbare terechtzitting, en hierdoor zullen ze voorbijgaan aan het beginsel dat de rechtspleging voor de Raad van State in essentie schriftelijk is.

Ten slotte zal het lid van het auditoraat dat zijn advies zal moeten uitbrengen op de openbare terechtzitting, doordat het niet meer de mogelijkheid zal hebben dat advies voor te bereiden door op voorhand kennis te nemen van de laatste memories, vrij vaak, terwijl het thans zeer uitzonderlijk is, vragen dat de zaak voor verdere behandeling wordt uitgesteld tot een latere terechtzitting, om zijn advies te kunnen geven met volledige kennis van zaken.

De conclusie moet dan ook zijn dat de afschaffing van de laatste memories de rechtspleging erg dreigt te vertragen, in plaats van haar sneller te laten verlopen.

Mieux vaudrait fixer à 30 jours le délai imparti aux parties pour déposer un dernier mémoire — le délai actuel de 15 jours est trop court —, mais sans aucune prorogation possible de ce délai.

3° Quoi qu'il en soit, l'observation faite sous l'article 2, C, in fine, est valable mutatis mutandis à propos de l'article 5.

F. Une observation de forme s'impose en tout cas. Au début de l'article, il faut écrire en français « Sur le vu » et non « Au vu ».

Article 6

Cet article n'appelle pas d'observations particulières. Certains délibérés risqueraient d'être précipités si le délai fixé par l'article 15 du règlement de procédure n'était pas, depuis toujours, et à juste titre d'ailleurs, considéré comme un délai d'ordre.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7

Ainsi qu'on l'a observé en examinant l'article 5 du projet examiné sous le n° L. 19799, cet article trouverait mieux sa place in fine de ce projet de loi.

Article 8

Cet article fixe un délai pour l'entrée en vigueur de l'arrêté.

Comme les lois modificatives de procédure sont d'application immédiate, les affaires en cours à la date ainsi fixée auront été commencées sous l'empire des dispositions abrogées et devront être poursuivies sous l'empire des dispositions nouvelles. Cet article aurait notamment pour effet qu'une des parties aurait pu bénéficier d'une prorogation de délai dont l'autre partie serait privée.

Il serait indiqué de compléter l'article par un alinéa selon lequel les affaires introduites par des requêtes déposées sous pli recommandé à la poste avant la date fixée à l'alinéa 1^{er}, seront instruites et jugées conformément aux dispositions antérieures.

Sous réserve de cette observation, le début du texte français de l'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

« Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge* ».

Les chambres réunies étaient composées de :

MM. :

P. Vermeulen, premier président;

J.-J. Stryckmans, président de chambre;

J. Borret, C.-L. Closset, W. Deroover, R. Andersen, conseillers d'Etat;

F. Rigaux, C. Deschamps, J. Gijssels, J. Herbots, assesseurs de la section de législation;

Mmes :

A. Beckers, greffier;

J. Gielissen, greffier assumé.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Les rapports ont été présentés par MM. M. Dumont, auditeur général adjoint, et H. Verhulst, premier auditeur.

Le greffier,

A. Beckers.

Le président,

P. Vermeulen.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 12 décembre 1990, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat », a donné le 17 décembre 1990 l'avis suivant :

Observations générales

1. A côté de l'arrêté du Régent du 23 août 1948, la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat est réglée, dans des matières particulières, par des règlements spécifiques (cfr., par

Het zou beter zijn de termijn waarover de partijen beschikken om een laatste memorie in te dienen, te bepalen op 30 dagen — de huidige termijn van 15 dagen is te kort —, maar zonder enige mogelijke verlenging van die termijn.

3° Hoe het ook zij, de opmerking onder artikel 2, C, in fine, geldt mutatis mutandis voor artikel 5.

F. In elk geval is nog een vormopmerking geboden. In de Franse tekst schrijven men voortaan in het artikel « Sur le vu » en niet « Au vu ».

Artikel 6

Bij dat artikel zijn geen bijzondere opmerkingen te maken. Bepaalde beraadslagingen zouden overhaast kunnen plaatsvinden indien de termijn, bepaald in artikel 15 van de proceduregeling, niet van oudsher en terecht trouwens, was beschouwd als een niet-dwingende termijn.

Voorts zou « met toepassing van » geschreven moeten worden, in plaats van « bij toepassing van ».

Artikel 7

Zoals is opgemerkt bij het onderzoek van artikel 5 van het ontwerp dat onder nr. L. 19799 is behandeld zou dit artikel beter in te passen zijn aan het slot van dat ontwerp van wet.

Artikel 8

Dat artikel bepaalt een termijn voor de inwerkingtreding van het besluit.

Aangezien de wetten tot wijziging van de rechtspleging onmiddellijk van toepassing zijn, zullen de zaken die op de aldus bepaalde datum aan de gang zijn, ingeleid zijn onder de gelding van de opgeheven bepalingen en zullen ze moeten worden voortgezet onder de gelding van de nieuwe bepalingen. Dat artikel zou inzonderheid meebrengen dat een van de partijen een termijnverlenging gekregen zou kunnen hebben die aan de andere partij ontzegd wordt.

Het zou raadzaam zijn het artikel aan te vullen met een lid dat bepaalt dat de zaken die ingeleid zijn met verzoekschriften die vóór de in het eerste lid bepaalde datum ingediend zijn met een ter post aangezekende brief, behandeld en berecht zullen worden overeenkomstig de vroegere bepalingen.

Onder voorbehoud van die opmerking, zou de Franse tekst van het ontwerp artikel beter als volgt worden geredigeerd :

« Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge* ».

De verenigde kamers waren samengesteld uit :

de heren :

P. Vermeulen, eerste voorzitter;

J.-J. Stryckmans, kamervoorzitter;

J. Borret, C.-L. Closset, W. Deroover, R. Andersen, staatsraden;

F. Rigaux, C. Deschamps, J. Gijssels, J. Herbots, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevrn. :

A. Beckers, griffier;

J. Gielissen, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

De verslagen werden uitgebracht door de heren M. Dumont, adjunct-auditeur-generaal, en H. Verhulst, eerste auditeur.

De griffier,

A. Beckers.

De voorzitter,

P. Vermeulen.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, negende kamer, op 12 december 1990 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State », heeft op 17 december 1990 het volgend advies gegeven :

Algemene opmerkingen

1. Behalve door het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 wordt de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, wat bijzondere aangelegenheden betreft, ook geregeld

exemple, les arrêtés des 15 juillet 1956, 12 janvier 1977, 22 juillet 1981, 22 décembre 1988, 27 octobre 1989).

Ces règlements procèdent, dans certains cas, par voie de référence à diverses dispositions de l'arrêté du Régent du 23 août 1948. Certaines dispositions référées se trouvent incluses dans les modifications, d'autres pas.

Afin d'éviter des incohérences, il conviendra de mettre les dispositions de ces règlements particuliers en concordance avec les modifications en projet, de même qu'il y aura lieu de revoir celles-ci afin de tenir compte des procédures particulières.

2. Dans un souci d'uniformité de la terminologie, il faudrait éviter les termes « partie défenderesse » puisque l'arrêté du 23 août 1948 utilise, à tort ou à raison, les termes « partie adverse », quitte à ce que, si l'on procède ultérieurement à une coordination de l'ensemble des dispositions de procédure, il soit définitivement opté pour l'une ou pour l'autre expression.

De même, le terme « notification » devrait être préféré à celui de « signification », bien que ce dernier terme soit utilisé dans la loi du 17 octobre 1990.

Observations particulières

Préambule

1. Il convient, selon l'usage, de rappeler, pour chacun des articles que le projet tend à modifier, les modifications déjà intervenues.

L'alinéa 2 devrait dès lors être rédigé comme suit :

« Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, notamment les articles 6, 7 et 9, et les articles 14, 15 et 91, modifiés par l'arrêté royal du 15 juillet 1956; ».

2. Dans le proposant, il y a lieu d'écrire « en Conseil » dans le texte français.

Dispositif

Article 1^{er}

Dans l'article 3bis en projet, la deuxième phrase de l'alinéa 1^{er} pourrait être rédigée plus simplement comme suit : « L'autorité qui la reçoit la transmet, le cas échéant, à l'autorité compétente ».

Article 2

Le texte en projet ne répond que partiellement aux observations que le Conseil d'Etat avait faites dans un avis donné le 20 avril 1990, sous la référence L. 19.801/VR.

Le cas où le requérant n'a pas apposé les timbres requis n'est, en effet, pas le seul dans lequel il pourrait être utile que le délai de quinze jours soit interrompu. Il se peut notamment que la requête soit transmise en un nombre d'exemplaires insuffisant ou encore que l'acte attaqué ne soit pas joint, que le rôle linguistique du requérant ne soit pas indiqué ou qu'il faille obtenir le dossier administratif de la juridiction qui a rendu la décision attaquée (1).

Dans ces différents cas — à l'exception du cas où, faute d'apposition des timbres, l'affaire n'a pas pu être enrôlée —, le greffier en chef devrait, à s'en tenir au texte en projet, déjà transmettre une copie de la requête à la partie adverse. Cependant, il serait regrettable que cette transmission puisse servir de point de départ du délai pour le dépôt du mémoire en réponse; par ailleurs, cette transmission alourdirait inutilement les tâches administratives du greffe. Certes, le délai de quinze jours n'est qu'un délai d'ordre, mais il n'est pas souhaitable que les services du greffe paraissent trop souvent en infraction par rapport à ce délai.

L'alinéa 1^{er} en projet devrait être rédigé comme suit :

« Dès qu'il peut le faire utilement, le greffier en chef envoie une copie de la requête à la partie adverse. Celle-ci a soixante jours pour transmettre au greffe un mémoire en réponse ainsi que le dossier administratif, s'il est en sa possession ».

L'emploi de l'adverbe « utilement », qui couvre toutes les hypothèses et fait au greffier en chef une confiance qu'il mérite, pourrait être expliqué dans le rapport au Roi par la référence aux exemples qui viennent d'être cités.

(1) Tel est le cas, en particulier, lorsque la requête est introduite par un C.P.A.S. contre une décision de la Chambre de recours.

door specifieke verordeningen (zie bijvoorbeeld de besluiten van 15 juli 1956, 12 januari 1977, 22 juli 1981, 22 december 1988, 27 oktober 1989).

In die verordeningen wordt in sommige gevallen gewerkt met verwijzingen naar verschillende bepalingen van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948. Sommige bepalingen waarnaar wordt verwezen, zijn in de ontworpen wijzigingen opgenomen, andere niet.

Om een gebrek aan samenhang te vermijden zullen de bepalingen van die bijzondere verordeningen in overeenstemming moeten worden gebracht met de ontworpen wijzigingen en zullen die wijzigingen ook moeten worden herzien om rekening te houden met de bijzondere procedures.

2. Ter wille van de eenvormigheid van de terminologie zouden de woorden « verwerende partij » moeten worden vermeden omdat in het besluit van 23 augustus 1948 terecht of ten onrechte het woord « tegenpartij » wordt gebruikt; het is mogelijk dat als later een coördinatie wordt uitgevoerd van alle bepalingen betreffende de rechtspleging, definitief de ene of de andere uitdrukking wordt gekozen.

Evenzo zou aan het woord « kennisgeving » de voorkeur moeten worden gegeven boven het woord « betekening », hoewel dit laatste woord in de wet van 17 oktober 1990 wordt gebruikt.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Het is gebruikelijk om voor elk artikel dat door het ontwerp gewijzigd zou worden, melding te maken van de reeds aangebrachte wijzigingen.

Het tweede lid zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd :

« Gelet op het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, inzonderheid op de artikelen 6, 7 en 9, en de artikelen 14, 15 en 91, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956; ».

2. In het voordrachtformulier schrijve men in het Frans « en Conseil ».

Bepalend gedeelte

Artikel 1

In het ontworpen artikel 3bis zou de tweede zin van het eerste lid eenvoudiger kunnen worden geredigeerd als volgt : « De overheid die deze kopie ontvangt, bezorgt ze desgevallend aan de bevoegde overheid ».

Artikel 2

De ontworpen tekst is slechts gedeeltelijk in overeenstemming met de opmerkingen die de Raad van State had gemaakt in een advies dat op 20 april 1990 werd gegeven onder het nr. L. 19.801/VR.

Het geval dat verzoeker de vereiste zegels niet heeft aangebracht is immers niet het enige geval waarin het nuttig zou kunnen zijn dat de termijn van vijftien dagen wordt gestuit. Het is met name mogelijk dat het verzoekschrift in een onvoldoende aantal exemplaren wordt verstuurd of nog dat de bestreden handeling er niet is bijgevoegd, dat de taalrol van verzoeker niet vermeld is of dat men het administratief dossier moet krijgen van het rechtscollege dat de bestreden beslissing heeft genomen (1).

In al die verschillende gevallen — met uitzondering van het geval waarin de zaak niet op de rol kon worden ingeschreven omdat geen zegels waren aangebracht — zou de hoofdgriffier, als men zich aan de ontworpen tekst houdt, al een kopie van het verzoekschrift aan de tegenpartij moeten sturen. Nochtans zou het te betreuren zijn mocht die verzending als uitgangspunt van de termijn voor het indienen van de memorie van antwoord dienen; ze zou bovendien de administratieve taken van de griffie onnodig verzwaren. De termijn van vijftien dagen is weliswaar slechts een termijn voor orde maar het is niet wenselijk dat de diensten van de griffie die termijn al te vaak lijken te overschrijden.

Het ontworpen eerste lid zou moeten worden geredigeerd als volgt :

« Zodra het nuttig is, stuurt de hoofdgriffier een kopie van het verzoekschrift aan de tegenpartij. Deze beschikt over een termijn van zestig dagen om aan de griffie een memorie van antwoord en, zo het in haar bezit is, het administratief dossier te doen geworden ».

Het gebruik van het woord « nuttig », dat alle mogelijkheden dekt en aan de hoofdgriffier het vertrouwen schenkt dat hij verdient, zou in het verslag aan de Koning kunnen worden uitgelegd door de verwijzen naar de bovenvermelde voorbeelden.

(1) Dat is meer bepaald het geval als het beroep door een O.C.M.W. wordt ingesteld tegen een beslissing van de beroeps-kamer.

Article 5

La modification contenue au 1° ne se justifie pas. Le texte français actuel de l'article 14 du règlement de procédure utilise déjà l'expression « Sur le vu ».

Article 6

Tel qu'il est rédigé, l'article 15 en projet, par la référence qu'il contient aux articles 12 et 13 du règlement, fixe à la date où le rapport est daté et signé, le point de départ du délai de douze mois dans lequel l'arrêt doit être prononcé.

Comme, par ailleurs, c'est la notification de l'ordonnance de dépôt du rapport qui fait courir le délai pour le dépôt du dernier mémoire, il y aurait lieu, pour prévenir toute mauvaise interprétation, de préciser dans le rapport au Roi la portée exacte de la référence aux articles 12 et 13.

Pour le surplus, l'article serait rédigé plus correctement comme suit :

« L'article 15 du même arrêté, ..., est remplacé par la disposition suivante :

« Article 15. L'arrêt doit être prononcé dans les douze mois ... (la suite comme au projet) ».

Articles 7 et 8 (devenant l'article 7)

1. Les articles 7 et 8 du projet mélangent les dispositions qui requièrent l'exécution des alinéas 2 à 6 de l'article 21 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, lesquels alinéas ont trait à des hypothèses distinctes. Il convient de consacrer une disposition séparée du projet à chacune de ces hypothèses.

2. L'article 15bis en projet procède à l'exécution de l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées. Cette dernière disposition soulève un problème d'interprétation relatif au sens à donner au mot « mémoire » : ce terme couvre-t-il les derniers mémoires ?

L'article 21, alinéa 2, a été conçu dans l'optique d'une suppression des derniers mémoires (voir l'exposé des motifs, Doc. parl. Sénat, 1989-1990, n° 984/1, page 3), de sorte que le législateur n'a pu avoir l'intention de viser, par ce texte, les derniers mémoires. En outre, l'application de cette disposition aux derniers mémoires risque de conduire à des difficultés d'interprétation, notamment quant à la nécessité du dépôt d'un nouveau rapport, et à une confusion entre les champs d'application respectifs des dispositions procurant l'exécution à l'alinéa 2 et à l'alinéa 6 de l'article 21. Il est indispensable qu'un rapport au Roi précise que l'article 15bis en projet ne vise que les mémoires antérieurs au rapport.

Le paragraphe 2 de l'article 15bis vise à tort la notification de la requête à la partie adverse et la « signification » du rapport, qui ont trait à des hypothèses échappant au champ d'application de cet article.

3. Il serait préférable d'insérer les modifications en projet après l'article 14 du règlement de procédure.

Le texte suivant est proposé :

« Article 14bis. § 1er. En cas d'application de l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées, le membre de l'auditorat désigné fait rapport dans les huit jours de l'expiration des délais (1).

(Alinéas 2 et 3 comme au projet, sauf à remplacer « le président ou le conseiller qu'il désigne » par « la chambre » et à prévoir, à l'alinéa 2, la convocation de la partie intervenante).

§ 2. Lors de l'envoi d'une copie du mémoire en réponse à la partie requérante, le greffier en chef fait mention de l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées ».

4. Un nouvel article 14ter devrait être inséré qui reprendrait les dispositions relatives à l'exécution de l'article 21, alinéas 3 à 5, des lois coordonnées :

« Article 14ter. Lors de l'envoi d'une copie de la requête à la partie adverse, le greffier en chef fait mention de l'article 21, alinéas 3 à 5, des lois coordonnées ».

(1) La loi exige que ce soit la section qui statue sans prévoir la possibilité, dans ce cas, que le Roi instaure des règles dérogatoires au principe posé par l'article 90 des lois coordonnées.

Artikel 5

De wijziging in punt 1° is niet gerechtvaardigd. In de huidige Franse tekst van artikel 14 van de procedureregeling wordt de uitdrukking « Sur le vu » al gebruikt.

Artikel 6

Zoals het ontworpen artikel 15 geredigeerd is, bepaalt het, door de verwijzing naar de artikelen 12 en 13 van de procedureregeling, dat de termijn van twaalf maanden waarin het arrest moet worden uitgesproken, ingaat op de datum waarop het verslag gedagtekend en ondertekend is.

Aangezien bovendien de kennisgeving van de beschikking waarbij de neerlegging van het verslag wordt bevolen, de termijn voor het indienen van de laatste memorie doet ingaan, zou, om een verkeerde interpretatie te vermijden, in het verslag aan de Koning de juiste betekenis van de verwijzing naar de artikelen 12 en 13 duidelijk moeten worden gemaakt.

Voor het overige zou het artikel juist geredigeerd zijn als volgt :

« Artikel 15 van hetzelfde besluit, ..., wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 15. Het arrest moet worden uitgesproken binnen twaalf maanden ... (voorts zoals in het ontwerp) ».

Artikelen 7 en 8 (die artikel 7 worden)

1. De artikelen 7 en 8 van het ontwerp zijn een mengeling van de bepalingen die vereist zijn voor de uitvoering van het tweede tot het zesde lid van artikel 21 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, welke leden handelen over afzonderlijke gevallen. Aan elk van die gevallen moet een aparte bepaling van het ontwerp worden gewijd.

2. Het ontworpen artikel 15bis zorgt voor de uitvoering van artikel 21, tweede lid, van de gecoördineerde wetten. Laatstgenoemde bepaling doet een probleem rijzen over de interpretatie van het woord « memorie » : zijn de laatste memories in dat woord begrepen ?

Bij artikel 21, tweede lid, is uitgegaan van een afschaffing van de laatste memories (zie memorie van toelichting, Gedr. St. Senaat, 1989-1990, nr. 984/1, bladzijde 3) zodat de wetgever niet de bedoeling kan hebben gehad met die tekst te doelen op de laatste memories. Bovendien bestaat het gevaar dat de toepassing van die bepaling op de laatste memories leidt tot interpretatiemoeilijkheden, in het bijzonder omtrent de noodzaak om een nieuw verslag in te dienen, en tot verwarring tussen de respectieve werkingssferen van de bepalingen die uitvoering verlenen aan het tweede lid en aan het zesde lid van artikel 21. Het is absoluut noodzakelijk dat in een verslag aan de Koning duidelijk wordt gemaakt dat het ontworpen artikel 15bis slechts doelt op de memories die aan het verslag voorafgaan.

In paragraaf 2 van artikel 15bis is ten onrechte sprake van de kennisgeving van het verzoekschrift aan de tegenpartij en van de « betekening » van het verslag, die gevallen betreffen die buiten de werkingssfeer van dat artikel vallen.

3. Het zou beter zijn om de ontworpen wijzigingen na artikel 14 van de procedureregeling in te voegen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

« Artikel 14bis. § 1. In geval van toepassing van artikel 21, tweede lid, van de gecoördineerde wetten brengt het aangewezen lid van het auditoraat verslag uit binnen acht dagen na het verstrijken van de termijnen (1).

(Het tweede en het derde lid zoals in het ontwerp, behalve dat « de voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad » wordt vervangen door « de kamer » en dat in het tweede lid wordt voorzien in de oproeping van de tussenkomende partij).

§ 2. Bij het versturen van een kopie van de memorie van antwoord aan de verzoekende partij, maakt de hoofdgriffier melding van artikel 21, tweede lid, van de gecoördineerde wetten ».

4. Er zou een nieuw artikel 14ter moeten worden ingevoegd waarin de bepalingen betreffende de uitvoering van artikel 21, derde tot vijfde lid, van de gecoördineerde wetten zouden worden opgenomen :

« Artikel 14ter. Bij het versturen van een kopie van het verzoekschrift aan de tegenpartij maakt de hoofdgriffier melding van artikel 21, derde tot vijfde lid, van de gecoördineerde wetten ».

(1) De wet vereist dat de afdeling uitspraak doet en voorziet in dat geval niet in de mogelijkheid dat de Koning voorschriften vaststelt die afwijken van het beginsel dat is neergelegd in artikel 90 van de

5. Un nouvel article 14^{quater} réglerait l'hypothèse visée à l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées en évitant de reproduire des dispositions qui figurent déjà dans la loi :

« Article 14^{quater}. § 1^{er}. La demande de poursuite de la procédure visée à l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées est introduite par lettre recommandée à la poste.

Lorsque aucune demande n'est introduite dans le délai prévu par l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées, le membre de l'auditorat désigné fait rapport dans les huit jours de l'expiration de ce délai.

(Alinéas 2 et 3, comme à l'article 15^{ter} en projet (article 8 du projet) sauf à remplacer « le président ou le conseiller qu'il désigne » par « la chambre » et à prévoir, à l'alinéa 2, la convocation de la partie intervenante).

§ 2. Lors de la notification du rapport aux parties, le greffier en chef fait mention de l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées, ainsi que du paragraphe 1^{er} de la présente disposition ».

Il conviendrait d'ajouter une disposition prévoyant la notification du rapport à la partie adverse et à la partie intervenante.

6. En conséquence, la phrase liminaire de l'article 7 devrait être rédigée comme suit :

« Des articles 14^{bis}, 14^{ter} et 14^{quater} rédigés comme suit, sont insérés dans le même arrêté ».

7. Si, comme on peut le penser, l'intention de l'auteur du projet est bien de ne pas subordonner à une ordonnance de la chambre la notification du rapport aux parties, la précision mériterait d'être fournie dans le rapport au Roi.

Article 9 (devenant l'article 8)

L'article serait mieux rédigé comme suit, d'une part, pour tenir compte du rétablissement d'un seul article dans un chapitre qui, avant son abrogation par la loi du 17 octobre 1990, en comportait trois, d'autre part, pour ne pas répéter inutilement, dans le texte en projet, des dispositions qui figurent déjà dans la loi elle-même :

« L'article 52 du même arrêté, abrogé par la loi du 17 octobre 1990 modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, est rétabli, dans la rédaction suivante, sous l'intitulé « Chapitre II. De l'intervention » :

« Article 52. En cas d'application de l'article 21^{bis}, § 2, alinéas 3 et 4, des lois coordonnées, le président de la chambre saisie du recours convoque le requérant, la partie adverse et la partie intervenante à comparaître devant la chambre dans les trente jours de la demande de dépôt du dossier administratif.

Entendu les parties et l'auditeur en son avis, la chambre statue sans délai ».

Article 10 (devenant l'article 9)

Afin de présenter avec plus de clarté les règles particulières de procédure qui s'appliqueront aux demandes dont le fondement, la non-recevabilité ou le non-fondement sont manifestes, sans pour autant affecter la présentation générale de l'arrêté du Régent du 23 août 1948, il serait préférable de distraire du titre VIII, intitulé « Dispositions générales », de cet arrêté, les règles particulières précitées et de les grouper dans un titre IX. Ce procédé n'entraînerait le déplacement que d'un seul article, l'actuel article 93.

Le texte suivant est proposé (1) :

« Article 9. Dans le même arrêté, le titre IX, intitulé « Disposition transitoire », est remplacé par un titre IX, intitulé « Des demandes dont le fondement, la non-recevabilité ou le non-fondement sont manifestes », comprenant les articles 93 et 94, rédigés comme suit :

« Article 93. Lorsqu'il apparaît, sur le vu de la requête, que le Conseil d'Etat n'est manifestement pas compétent ou que la demande est manifestement irrecevable ou non fondée, le membre

5. Een nieuw artikel 14^{quater} zou het geval regelen bedoeld in artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten, waardoor wordt vermeden dat bepalingen die reeds in de wet voorkomen, worden herhaald :

« Artikel 14^{quater}. § 1. Het verzoek tot voorzetting van de procedure, bedoeld in artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten, wordt bij ter post aangetekende brief ingediend.

Wanneer binnen de door artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten gestelde termijn geen verzoek is ingediend, doet het aangewezen lid van het auditoraat verslag binnen acht dagen na het verstrijken van die termijn.

(Het tweede en het derde lid, zoals in het ontworpen artikel 15^{ter} (artikel 8 van het ontwerp) behalve dat « de voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad » wordt vervangen door « de kamer » en dat in het tweede lid moet worden bepaald dat de tussenkommende partij wordt opgeroepen).

§ 2. Bij het kennis geven van het verslag aan de partijen, maakt de hoofdgriffier melding van artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten en van paragraaf 1 van deze bepaling ».

Hieraan zou een bepaling moeten worden toegevoegd waarin wordt voorgeschreven dat van het verslag aan de tegenpartij en aan de tussenkommende partij kennis wordt gegeven.

6. Dientengevolge zou de volzin die artikel 7 inleidt als volgt moeten luiden :

« Artikelen 14^{bis}, 14^{ter} en 14^{quater}, die als volgt luiden, worden in hetzelfde besluit ingevoegd ».

7. Indien het, zoals kan worden gedacht, wel degelijk de bedoeling van de steller van het ontwerp is dat er voor de kennisgeving van het verslag aan de partijen geen beschikking van de kamer nodig is, zou het nuttig zijn zulks in het verslag aan de Koning te preciseren.

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt)

Wil men, enerzijds, rekening houden met het wederopnemen van één enkel artikel in een hoofdstuk dat er, vóór het bij de wet van 17 oktober 1990 werd opgeheven, drie bevatte, en er anderzijds voor zorgen dat bepalingen die reeds in de wet zelf voorkomen, niet node-loos worden herhaald in de ontworpen tekst, dan zou het beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

« Artikel 52 van hetzelfde besluit, opgeheven bij de wet van 17 oktober 1990 tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, en van de wet van 5 april 1953 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing onder het opschrift « Hoofdstuk II. De tussenkomst » :

« Artikel 52. In geval van toepassing van artikel 21^{bis}, § 2, derde en vierde lid, van de gecoördineerde wetten, roept de voorzitter van de kamer waarbij het beroep aanhangig is, de verzoeker, de tegenpartij en de tussenkommende partij op om binnen dertig dagen na het verzoek tot neerlegging van het administratief dossier voor de kamer te verschijnen.

Na de partijen en het advies van de auditeur te hebben gehoord, doet de kamer onverwijld uitspraak ».

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt)

Wil men een duidelijker inzicht geven in de bijzondere procedure-regels die van toepassing zullen zijn op de vorderingen die kennelijk gegrond, niet-ontvankelijk of niet-gegrond zijn, zonder dat de algemene inrichting van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 wordt gewijzigd, dan zou het beter zijn de eerdergenoemde bijzondere regels uit titel VIII, luidende « Algemene bepalingen », van dat besluit te lichten en ze samen te brengen in een titel IX. Met aanwending van dit procédé wordt slechts één artikel, namelijk het huidige artikel 93, van plaats veranderd.

De volgende tekst wordt voorgesteld (1) :

« Artikel 9. In hetzelfde besluit wordt titel IX, luidende « Overgangsbepaling », vervangen door een titel IX, luidende « Vorderingen die kennelijk gegrond, niet-ontvankelijk of niet-gegrond zijn », die de artikelen 93 en 94 omvat, welke als volgt luiden :

« Artikel 93. Wanneer na inzage van het verzoekschrift blijkt dat de Raad van State kennelijk niet bevoegd is of dat de vordering kennelijk niet-ontvankelijk of niet-gegrond is, doet het aangewezen

(1) Les règles spéciales de procédure trouvent leur fondement légal dans l'article 30, alinéa 3, nouveau des lois coordonnées.

(1) De bijzondere procedureregels vinden hun rechtsgrond in het nieuwe artikel 30, derde lid, van de gecoördineerde wetten.

de l'auditorat désigné fait immédiatement rapport, conformément à l'article 12, au président de la chambre saisie de l'affaire (1).

Le président convoque le requérant, la partie adverse et la partie intervenante à comparaître devant lui à bref délai et au plus tard le dixième jour après le dépôt du rapport; celui-ci est joint à la convocation.

Entendu les parties et l'auditeur en son avis, le président statue sans délai.

S'il estime, par son arrêt, que le Conseil d'Etat est manifestement incompétent ou si son arrêt rejette la demande comme manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, l'affaire est définitivement tranchée.

S'il n'estime pas par son arrêt que le Conseil d'Etat est manifestement incompétent ou si son arrêt ne rejette pas la demande comme manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, la procédure est poursuivie conformément au présent arrêté (2).

Article 94. Lorsqu'il apparaît, sur le vu du dossier administratif, que la demande est manifestement fondée, le membre de l'auditorat désigné fait immédiatement rapport, conformément à l'article 12, au président de la chambre saisie de l'affaire.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 93 sont applicables.

Si le président de la chambre estime dans son arrêt, que la demande est manifestement fondée, l'affaire est définitivement tranchée.

Dans le cas contraire, la procédure est poursuivie conformément au présent arrêté ».

Article 10

L'article 93 actuel du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1988, en devient l'article 95, sous l'intitulé « Titre X. — Disposition finale ».

Articles nouveaux

1. En raison des textes proposés ci-avant, il y aurait lieu d'insérer un article, rédigé comme suit, portant abrogation des alinéas 2 et 3 de l'article 91 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 :

« Article 11. Dans l'article 91 du même arrêté, l'alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, et l'alinéa 3 sont abrogés ».

2. Pour la même raison, il y aurait lieu de compléter le projet par une disposition qui adapte aux modifications proposées ci-dessus les arrêtés royaux énumérés ci-après où il est fait référence à l'article 91 du même arrêté :

1^o arrêté royal du 15 juillet 1956 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, en cas de recours prévu par l'article 76bis de la loi électorale communale, article 11, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1982;

2^o arrêté royal du 12 janvier 1977 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, en cas de recours prévu par les articles 18, 21 et 22 de la loi du 8 juillet 1876 organique des centres publics d'aide sociale, article 11;

3^o arrêté royal du 22 décembre 1988 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat en cas de recours prévu par l'article 25ter de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, et par l'article 68bis de la loi électorale communale, article 8;

4^o arrêté royal du 27 octobre 1989 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat saisie d'une demande de suspension, article 18;

(1) Le texte proposé ne reprend pas les mots « Sans préjudice de l'article 15 bis ». Cette expression paraît impliquer que l'auditeur rapporteur doit attendre qu'aient été échangés les mémoires en réponse et en réplique ou que les délais prévus à cette fin soient expirés. Si telle était l'intention du Ministre, il conviendrait de la préciser par un texte exprès et de supprimer, dans la disposition proposée, les mots « sur le vu de la requête ».

(2) Le texte proposé ne reprend pas la disposition en projet relative au cours du délai. Cette disposition qui, telle qu'elle est rédigée, est de nature à soulever nombre de problèmes d'interprétation et d'application est, en effet, inutile puisque l'effet interruptif du délai est nécessairement impliqué par la procédure mue en vertu de l'article 93 proposé.

lid van het auditoraat onmiddellijk verslag, overeenkomstig artikel 12, aan de voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is (1).

De voorzitter roept de verzoeker, de tegenpartij en de tussenkomende partij op om op korte termijn en uiterlijk de tiende dag na de neerlegging van het verslag voor hem te verschijnen; dat verslag wordt bij de oproeping gevoegd.

Na de partijen en het advies van de auditeur te hebben gehoord, doet de voorzitter onverwijld uitspraak.

Indien hij bij zijn arrest oordeelt dat de Raad van State kennelijk onbevoegd is of indien zijn arrest de vordering als kennelijk niet-ontvankelijk of kennelijk ongegrond afwijst, wordt de zaak definitief beslecht.

Indien hij bij zijn arrest niet oordeelt dat de Raad van State kennelijk onbevoegd is of indien zijn arrest de vordering niet als kennelijk niet-ontvankelijk of als kennelijk ongegrond afwijst, wordt de procedure voortgezet overeenkomstig dit besluit (2).

Artikel 94. Wanneer na inzage van het administratief dossier blijkt dat de vordering kennelijk gegrond is, brengt het aangewezen lid van het auditoraat overeenkomstig artikel 12 onmiddellijk verslag uit aan de voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is.

Lid 2 en lid 3 van artikel 93 zijn toepasselijk.

Indien de voorzitter van de kamer in zijn arrest van oordeel is dat de vordering kennelijk gegrond is, wordt de zaak definitief beslecht.

In het tegenovergestelde geval wordt de procedure voortgezet overeenkomstig dit besluit ».

Artikel 10

Het huidige artikel 93 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1988, wordt artikel 95 van dat besluit, onder het opschrift « Titel X — Slotbepaling ».

Nieuwe artikelen

1. Wegens de hiervoren voorgestelde teksten, zou er een artikel moeten worden ingevoegd dat de opheffing van het tweede en het derde lid van artikel 91 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 behelst en als volgt luidt :

« Artikel 11. In artikel 91 van hetzelfde besluit worden het tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, en het derde lid opgeheven ».

2. Om dezelfde reden zou het ontwerp moeten worden aangevuld met een bepaling die de hieronder opgesomde koninklijke besluiten, waarin wordt verwezen naar artikel 91 van hetzelfde besluit, aanpast aan de hierboven voorgestelde wijzigingen :

1^o het koninklijk besluit van 15 juli 1956 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld bij artikel 76bis van de gemeentekieswet, artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 1982;

2^o het koninklijk besluit van 12 januari 1977 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld door de artikelen 18, 21 en 22 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, artikel 11;

3^o het koninklijk besluit van 22 december 1988 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep als bedoeld bij artikel 25ter van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, en bij artikel 68bis van de gemeentekieswet, artikel 8;

4^o het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 tot bepaling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, waarbij een vordering tot schorsing aanhangig is gemaakt, artikel 18;

(1) In de voorgestelde tekst zijn de woorden « onverminderd artikel 15bis » niet terug te vinden. Die uitdrukking lijkt in te houden dat de auditeur-verslaggever moet wachten tot de memories van antwoord en van wederantwoord zijn uitgewisseld of totdat de daartoe gestelde termijnen zijn verstreken. Indien dit de bedoeling is van de Minister zou dit met een uitdrukkelijke tekst moeten worden gepreciseerd en zouden de woorden « na inzage van het verzoekschrift » in de voorgestelde bepaling moeten vervallen.

(2) De bepaling betreffende de looptijd van de termijn wordt niet overgenomen in de voorgestelde tekst. Die bepaling die, zoals ze luidt, heel wat problemen kan doen rijzen bij de uitlegging en de toepassing, is immers overbodig omdat het stuitingseffect van de termijn noodzakelijkerwijs voortvloeit uit de krachtens het voorgestelde artikel 93 ingestelde procedure.

5° arrêté royal du 12 mars 1976 fixant la date à laquelle certains articles de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, entrent en vigueur et portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, article 9, § 7;

6° arrêté royal du 22 juillet 1981 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat en cas de recours contre des décisions prévues par la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, article 14;

7° arrêté royal du 15 mai 1985 relatif aux activités des institutions privées de prévoyance, article 6, § 7.

Article 11 (devenant l'article 13)

Si le texte du projet est maintenu dans sa rédaction actuelle, comme les lois modificatives de procédure sont d'application immédiate, les affaires en cours au 1^{er} janvier 1991 auront été commencées sous l'empire des dispositions abrogées et devront être poursuivies sous l'empire des dispositions nouvelles. Cet article aurait notamment pour effet qu'une des parties aurait pu bénéficier d'une prorogation de délai dont l'autre partie serait privée.

Afin de remédier à cette anomalie, le texte suivant est proposé :

« Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1991.

Les affaires introduites par des requêtes déposées sous pli recommandé à la poste avant la date fixée à l'alinéa 1^{er}, seront instruites et jugées conformément aux dispositions antérieures ».

La chambre était composée de :

MM. :

P. Tapie, président;

R. Andersen, M. Leroy, conseillers d'Etat;

Mme R. Derooy, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Les rapports ont été présentés par MM. W. Van Assche, auditeur général, et M. Quintin, auditeur. La note du bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. Kovalovszky, référendaire adjoint.

Le greffier,
R. Derooy.

Le président,
P. Tapie.

7 JANVIER 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment les articles 21, 21bis, et 30, remplacés par la loi du 17 octobre 1990;

Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, notamment les articles 6, 7 et 9, et les articles 14, 15 et 91, modifiés par l'arrêté royal du 15 juillet 1956;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un article 3bis rédigé comme suit est inséré dans l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat :

« Article 3bis. En même temps qu'elle introduit sa requête, la partie requérante envoie une copie de celle-ci à la partie adverse pour son information. L'autorité qui la reçoit la transmet, le cas échéant, à l'autorité compétente.

5° het koninklijk besluit van 12 maart 1976 tot vaststelling van de datum waarop sommige artikelen van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen in werking treden en houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, artikel 9, § 7;

6° het koninklijk besluit van 22 juli 1981 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep tegen de beslissingen bedoeld in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikel 14;

7° het koninklijk besluit van 15 mei 1985 betreffende de activiteiten van de private verzorgingsinstellingen, artikel 6, § 7.

Artikel 11 (dat artikel 13 wordt)

Wordt de tekst van het ontwerp in zijn huidige redactie behouden, dan zullen de zaken die op 1 januari 1991 hangende zijn, ingeleid zijn onder de gelding van de opgeheven bepalingen en zullen ze moeten worden voortgezet onder de gelding van de nieuwe bepalingen, aangezien de wetten die de rechtspleging wijzigen onmiddellijk van toepassing zijn. Dat artikel zou inzonderheid tot gevolg hebben dat één van de partijen een termijnverlenging zou hebben kunnen krijgen welke de andere partij ontzegd zou zijn.

Om die anomalie te vermijden, wordt de volgende tekst voorgesteld :

« Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1991.

De zaken die ingeleid zijn met een ter post aangetekend verzoekschrift dat is ingediend vóór de in het eerste lid bepaalde datum, worden behandeld en berecht overeenkomstig de vroegere bepalingen ».

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

P. Tapie, voorzitter;

R. Andersen, M. Leroy, staatsraden;

Mevr. R. Derooy, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De verslagen werden uitgebracht door de heren W. Van Assche, auditeur-generaal, en M. Quintin, auditeur. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer I. Kovalovszky, adjunct-referendaris.

De griffier,
R. Derooy.

De voorzitter,
P. Tapie.

7 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op de artikelen 21, 21bis, en 30 vervangen bij de wet van 17 oktober 1990;

Gelet op het besluit op het Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging van de afdeling administratie van de Raad van State, inzonderheid op de artikelen 6, 7 en 9, en de artikelen 14, 15 en 91, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een artikel 3bis, luidend als volgt, wordt in het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State ingevoegd :

« Artikel 3bis. Op hetzelfde ogenblik als zij haar verzoekschrift indient, stuurt de verzoekende partij een kopie daarvan ter informatie aan de tegenpartij. De overheid die deze kopie ontvangt, bezorgt ze desgevallend aan de bevoegde overheid.

L'envoi d'une copie de la requête visé à l'alinéa 1^{er} n'implique pas la désignation définitive de la partie adverse. Il ne fait pas courir les délais que la partie adverse doit prendre en considération. »

Art. 2. A l'article 6 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Dès qu'il peut le faire utilement, le greffier en chef envoie immédiatement une copie de la requête à la partie adverse. Celle-ci a soixante jours pour transmettre au greffe un mémoire en réponse ainsi que le dossier administratif, s'il est en sa possession. »

2^o à l'alinéa 3 les mots « trente jours » sont remplacés par les mots « soixante jours ».

Art. 3. A l'article 7, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « trente jours » sont remplacés par les mots « soixante jours ».

Art. 4. L'article 9 du même arrêté est abrogé.

Art. 5. A l'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 2, les mots « quinze jours » sont chaque fois remplacés par les mots « trente jours »;

2^o l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 6. L'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, est remplacé par la disposition suivante :

« L'arrêt doit être prononcé dans les douze mois du jour où, en application de l'article 12 ou éventuellement de l'article 13, rapport aura été fait sur l'affaire. »

Art. 7. Des articles 14bis, 14ter et 14quater rédigés comme suit, sont insérés dans le même arrêté :

« Article 14bis. § 1^{er}. En cas d'application de l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées, le membre de l'auditorat désigné fait, dans les huit jours après l'expiration des délais, rapport au président de la chambre saisie de l'affaire.

Le président convoque le requérant, la partie adverse et, le cas échéant, la partie intervenante à comparaître devant lui à bref délai et au plus tard le dixième jour après le dépôt du rapport; celui-ci est joint à la convocation.

Entendu les parties et l'auditeur en son avis, le président ou le conseiller qu'il désigne statue sans délai, en constatant l'absence de l'intérêt requis.

§ 2. Lors de l'envoi d'une copie du mémoire en réponse à la partie requérante, le greffier en chef fait mention de l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées.

Article 14ter. Lors de l'envoi d'une copie de la requête à la partie adverse, le greffier en chef fait mention de l'article 21, alinéas 3 à 5, des lois coordonnées.

Article 14quater. § 1^{er}. La demande de poursuite de la procédure visée à l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées est introduite par lettre recommandée à la poste.

Lorsque aucune demande n'est introduite dans le délai prévu par l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées, le membre de l'auditorat désigné fait, dans les huit jours de l'expiration de ce délai, rapport au président de la chambre saisie de l'affaire.

Le président convoque le requérant, la partie adverse et, le cas échéant, la partie intervenante à comparaître devant lui à bref délai et au plus tard le dixième jour après le dépôt du rapport; celui-ci est joint à la convocation.

Entendu les parties et l'auditeur en son avis, le président ou le conseiller qu'il désigne statue sans délai, en décrétant le désistement d'instance.

§ 2. Lors de la notification du rapport aux parties, le greffier en chef fait mention de l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées, ainsi que du paragraphe 1^{er} de la présente disposition.

Art. 8. L'article 52 du même arrêté, abrogé par la loi du 17 octobre 1990 modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, est rétabli, dans la rédaction suivante, sous l'intitulé « Chapitre II. De l'intervention » :

« Article 52. En cas d'application de l'article 21bis, § 2, alinéas 3 et 4, des lois coordonnées, le président de la chambre saisie du recours convoque le requérant, la partie adverse et la partie intervenante à

Het toesturen van een kopie van het verzoekschrift als bedoeld in het eerste lid, houdt geen definitieve aanwijzing van de tegenpartij in. Het stelt niet de termijnen in werking die de tegenpartij moet in acht nemen. »

Art. 2. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Zodra het nuttig is, stuurt de hoofdgriffier onmiddellijk een kopie van het verzoekschrift aan de tegenpartij. Deze beschikt over een termijn van zestig dagen om aan de griffie een memorie van antwoord en, zo het in haar bezit is, het administratief dossier te doen geworden. »

2^o in het derde lid worden de woorden « dertig dagen » vervangen door de woorden « zestig dagen ».

Art. 3. In artikel 7, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « dertig dagen » vervangen door de woorden « zestig dagen ».

Art. 4. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 5. In artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het tweede lid worden de woorden « vijftien dagen » telkens vervangen door de woorden « dertig dagen »;

2^o het derde lid wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het arrest moet worden uitgesproken binnen twaalf maanden na de dag waarop, met toepassing van artikel 12 of eventueel van artikel 13, verslag over de zaak werd uitgebracht. »

Art. 7. Artikelen 14bis, 14ter en 14quater, die als volgt luiden, worden in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 14bis. § 1. In geval van toepassing van artikel 21, tweede lid, van de gecoördineerde wetten brengt het aangewezen lid van het auditoraat binnen acht dagen na het verstrijken van de termijnen verslag uit bij de voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is gemaakt.

De voorzitter roept de verzoeker, de tegenpartij en desgevallend de tussenkomende partij op om spoedig en uiterlijk binnen tien dagen na de indiening van het verslag voor hem te verschijnen; dit verslag wordt bij de oproeping gevoegd.

Na de partijen en het advies van de auditeur te hebben gehoord, doet de voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad zonder verwijl uitspraak, waarbij het ontbreken van het vereiste belang wordt vastgesteld.

§ 2. Bij het versturen van een kopie van de memorie van antwoord aan de verzoekende partij, maakt de hoofdgriffier melding van artikel 21, tweede lid, van de gecoördineerde wetten.

Artikel 14ter. Bij het versturen van een kopie van het verzoekschrift aan de tegenpartij maakt de hoofdgriffier melding van artikel 21, derde tot vijfde lid, van de gecoördineerde wetten.

Artikel 14quater. § 1. Het verzoek tot voortzetting van de procedure, bedoeld in artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten, wordt bij ter post aangetekende brief ingediend.

Wanneer binnen de door artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten gestelde termijn geen verzoek is ingediend, brengt het aangewezen lid van het auditoraat binnen acht dagen na het verstrijken van die termijn verslag uit bij de voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is gemaakt.

De voorzitter roept de verzoeker, de tegenpartij en desgevallend de tussenkomende partij op om spoedig en uiterlijk binnen tien dagen na de indiening van het verslag voor hem te verschijnen; dit verslag wordt bij de oproeping gevoegd.

Na de partijen en het advies van de auditeur te hebben gehoord, doet de voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad zonder verwijl uitspraak, waarbij de afstand van geding wordt toegewezen.

§ 2. Bij het kennis geven van het verslag aan de partijen, maakt de hoofdgriffier melding van artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten en van paragraaf 1 van deze bepaling.

Art. 8. Artikel 52 van hetzelfde besluit, opgeheven bij de wet van 17 oktober 1990 tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, en van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing onder het opschrift « Hoofdstuk II. De tussenkomst » :

« Artikel 52. In geval van toepassing van artikel 21bis, § 2, derde en vierde lid, van de gecoördineerde wetten, roept de voorzitter van de kamer waarbij het beroep aanhangig is, de verzoeker, de tegen-

comparaître devant la chambre dans les trente jours de la demande de dépôt du dossier administratif.

Entendu les parties et l'auditeur en son avis, la chambre statue sans délai ».

Art. 9. Dans le même arrêté, le titre IX, intitulé « Disposition transitoire », est remplacé par un titre IX, intitulé « Des demandes dont le fondement, la non-recevabilité ou le non-fondement sont manifestes », comprenant les articles 93 et 94, rédigés comme suit :

« Article 93. Lorsqu'il apparaît, sur le vu de la requête, que le Conseil d'Etat n'est manifestement pas compétent ou que la demande est manifestement irrecevable ou non fondée, le membre de l'auditorat désigné fait immédiatement rapport, conformément à l'article 12, au président de la chambre saisie de l'affaire.

Le président convoque le requérant, la partie adverse et la partie intervenante à comparaître devant lui à bref délai et au plus tard le dixième jour après le dépôt du rapport; celui-ci est joint à la convocation.

Entendu les parties et l'auditeur en son avis, le président statue sans délai.

S'il estime, par son arrêt, que le Conseil d'Etat est manifestement incompétent ou si son arrêt rejette la demande comme manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, l'affaire est définitivement tranchée.

S'il n'estime pas par son arrêt que le Conseil d'Etat est manifestement incompétent ou si son arrêt ne rejette pas la demande comme manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, la procédure est poursuivie conformément au présent arrêté.

Article 94. Lorsqu'il apparaît, sur le vu du dossier administratif, que la demande est manifestement fondée, le membre de l'auditorat désigné fait immédiatement rapport, conformément à l'article 12, au président de la chambre saisie de l'affaire.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 93 sont applicables.

Si le président de la chambre estime dans son arrêt, que la demande est manifestement fondée, l'affaire est définitivement tranchée.

Dans le cas contraire, la procédure est poursuivie conformément au présent arrêté ».

Art. 10. L'article 93 actuel du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1988, en devient l'article 95, sous l'intitulé « Titre X. — Disposition finale ».

Art. 11. Dans l'article 91 du même arrêté, l'alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, et l'alinéa 3 sont abrogés.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1991.

Il s'applique exclusivement aux requêtes introduites par lettre recommandée à la poste après la date visée à l'alinéa 1er et aux rapports déposés après cette date.

Art. 13. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril (Espagne), le 7 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

partij en de tussenkomende partij op om binnen dertig dagen na het verzoek tot neerlegging van het administratief dossier voor de kamer te verschijnen.

Na de partijen en het advies van de auditeur te hebben gehoord, doet de kamer onverwijld uitspraak ».

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt titel IX, luidende « Overgangs bepaling », vervangen door een titel IX, luidende « Vorderingen die kennelijk gegrond, niet-ontvankelijk of niet-gegrond zijn », die de artikelen 93 en 94 omvat, welke als volgt luiden :

« Artikel 93. Wanneer na inzage van het verzoekschrift blijkt dat de Raad van State kennelijk niet bevoegd is of dat de vordering kennelijk niet-ontvankelijk of niet-gegrond is, brengt het aangewezen lid van het auditoraat overeenkomstig artikel 12 onmiddellijk verslag uit aan de voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is.

De voorzitter roept de verzoeker, de tegenpartij en de tussenkomende partij op om op korte termijn en uiterlijk de tiende dag na de neerlegging van het verslag voor hem te verschijnen; dat verslag wordt bij de oproeping gevoegd.

Na de partijen en het advies van de auditeur te hebben gehoord, doet de voorzitter onverwijld uitspraak.

Indien hij bij zijn arrest oordeelt dat de Raad van State kennelijk onbevoegd is of indien zijn arrest de vordering als kennelijk niet-ontvankelijk of kennelijk ongegrond afwijst, wordt de zaak definitief beslecht.

Indien hij bij zijn arrest niet oordeelt dat de Raad van State kennelijk onbevoegd is of indien zijn arrest de vordering niet als kennelijk niet-ontvankelijk of als kennelijk ongegrond afwijst, wordt de procedure voortgezet overeenkomstig dit besluit.

Artikel 94. Wanneer na inzage van het administratief dossier blijkt dat de vordering kennelijk gegrond is, brengt het aangewezen lid van het auditoraat overeenkomstig artikel 12 onmiddellijk verslag uit aan de voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is.

Lid 2 en lid 3 van artikel 93 zijn toepasselijk.

Indien de voorzitter van de kamer in zijn arrest van oordeel is dat de vordering kennelijk gegrond is, wordt de zaak definitief beslecht.

In het tegenovergestelde geval wordt de procedure voortgezet overeenkomstig dit besluit ».

Art. 10. Het huidige artikel 93 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1988, wordt artikel 95 van dat besluit, onder het opschrift « Titel X — Slotbepaling ».

Art. 11. In artikel 91 van hetzelfde besluit worden het tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, en het derde lid opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1991.

Het is slechts van toepassing op de verzoekschriften ingediend bij ter post aangetekende brief na de in het eerste lid bepaalde datum en op de verslagen neergelegd na dezelfde datum.

Art. 13. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril (Spanje), 7 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK